

**DIR PROJETS/AR-2022-146  
ARRETE DU MAIRE**

**Objet : ARRETE PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS De CIRCULATION et de STATIONNEMENT  
Avenue Gabriel Péri et Avenue Jean-Baptiste Kléber - Du 23 mai au 10 juin 2022**

**Le Maire,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-2 ;

**Vu** le Code Pénal notamment l'article R.610-5 ;

**Vu** le Code de la Route notamment ses articles L.411-1, R.411-8, R.417-10 et suivants ;

**Vu** le Code de la Voirie routière et notamment le titre 1<sup>o</sup>-dispositions communes aux voies du domaine public routier chapitre VI et VII ;

**Vu** l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière (livre I- 8<sup>o</sup> partie : signalisation temporaire) approuvés par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiés par les textes subséquents ;

**Vu** le manuel du chef de chantier pour la voirie urbaine, la signalisation temporaire, volume III édité par le CERTU ;

**Vu** le guide pratique édité par OPPBTP relatif à la signalisation temporaire ;

**Considérant** que l'entreprise **ENEDIS – rue Thomas Edison – 78280 GUYANCOURT** tél : **01.30.57.81.11** ainsi que l'entreprise **SOBECA – ZAC des bellevues, voie de l'olivier – 95612 CERGY-PONTOISE** doivent réaliser des travaux de renouvellement et d'extension de câbles BT avenue Gabriel Péri ainsi que sur l'avenue Jean-Baptiste Kléber pour le compte d'ENEDIS ;

**Considérant** qu'il convient de règlementer l'occupation du domaine public pour permettre le bon déroulement des travaux et assurer la sécurité des usagers en prenant toutes les dispositions nécessaires à cet effet ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les bénéficiaires sont autorisés à occuper le domaine public durant la période du 23 mai au 10 juin 2022 rue Gabriel Péri ainsi que sur la rue Jean-Baptiste Kléber pour des travaux de renouvellement et d'extension de câbles BT. A charge pour eux de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2** : L'entreprise devra faire l'ensemble des démarches administratives (DT/DICT) avant d'intervenir physiquement sur le chantier.

**Article 3** : Le marquage des réseaux devra être réalisé et maintenu durant toute la durée du chantier.

**Article 4** : Un balisage réglementaire de signalement de chantier correspondant au type de voie (ex : impasse, rue, boulevard, avenue, départementale, etc...) devra être mis en place et maintenu en parfait état durant la période des travaux.

**Article 5** : Une tranchée sera réalisée sur trottoir entre le numéro 2, avenue Jean-Baptiste Kléber et l'avenue Gabriel Péri.

**Article 6** : Le stationnement sera interdit sur trois places au droit de la zone des travaux avenue Jean-Baptiste Kléber à tous les véhicules sauf ceux de l'entreprise SOBECA.

**Article 7** : Une tranchée sera réalisée sur trottoir entre le numéro 25 bis et le numéro

*Trappes, la Ville solidaire !*

20 de l'avenue Gabriel Péri.

**Article 8 :** Le stationnement sera interdit sur trois places au droit de la zone des travaux face au 20, avenue Gabriel Péri à tous les véhicules sauf ceux de l'entreprise SOBECA.

**Article 9 :** Une tranchée sera réalisée entre le numéro 33 avenue Gabriel Péri jusque l'entrée de la gare SNCF.

**Article 10 :** Les entreprises ENEDIS et SOBECA devront prendre contactent avec SQY bus pour les informer des travaux.

**Article 11 :** Une déviation piétonne sur le trottoir opposé devra être mise en place au niveau des passages protégés par l'entreprise SOBECA.

**Article 12 :** Une interdiction de dépasser, une interdiction de stationner ainsi qu'un alternat seront mis en place par l'entreprise :

**Pour la circulation en alternat :**

- Feux de chantier,
- Par signaux K10,
- Par panneaux B15 et C18,
- Pour le stationnement par panneaux B6a ou B6d,
- Pour l'interdiction de dépasser par panneaux B34

**Article 13 :** La vitesse sera réduite à 30km/h.

**Article 14 :** Les zones de travaux devront être sécurisées avec des barrières de type ville de Paris.

**Article 15 :** Les déblais devront être évacués le jour même des terrassements.

**Article 16 :** L'entreprise procédera aussi souvent que nécessaire au nettoyage des abords du chantier.

**Article 17 :** Le stationnement de l'ensemble des véhicules de chantier et des personnes travaillant sur le site devra respecter le code de la route et la réglementation en vigueur.

**Article 18 :** Les véhicules en stationnement irrégulier feront l'objet d'un enlèvement pour mise en fourrière, conformément au code de la route, notamment à l'article R.417.10.

**Article 19 :** L'entreprise procédera à la réfection des lieux conformément aux cahiers des charges et aux prescriptions de Saint-Quentin-En-Yvelines et de la ville de Trappes. La ville de Trappes se réserve le droit d'apporter toutes modifications qui lui semblera utile.

**Article 20 :** Toutes dispositions complémentaires de sécurité devront être mises en place si la situation l'exige.

**Article 21 :** Les activités de chantier sont **autorisées de 8h30 à 17h00 du lundi au vendredi sauf les jours fériés.**

**Article 22 :** Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté doit être obligatoirement fait sur site 48 heures avant le démarrage des travaux et devra être affiché en permanence sur le chantier par l'entreprise en charge des travaux.

**Article 23 :** Tout manquement aux dispositions du présent arrêté sera constaté par procès-verbal et poursuivi conformément aux lois. Le chantier pourra être interrompu sans délai, si la sécurité des usagers se trouvait mise en cause.

**Article 24 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification, d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

**Article 25 :** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le chef de la Circonscription d'Agglomération d'Elancourt, Monsieur le Directeur de la Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et toute autorité investie des pouvoirs de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont notification sera adressée au pétitionnaire par la voie administrative.

Fait à Trappes, 11 MAI 2022

AII RABEH  
Maire de Trappes

